CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE d'EGP Embalažno grafično podjetje d.d.

(ci-après : Conditions générales de vente)

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1** Les conditions générales de vente régissent les obligations légales entre la société EGP Embalažno grafično podjetje d.d., Kidričeva cesta 82, 4220 Škofja Loka, numéro d'immatriculation : 5156963000, numéro d'identification à la TVA : SI 86534637, en tant que vendeur (ci-après : EGP d.d. ou vendeur) et les acheteurs des marchandises, produits et / ou services du vendeur provenant de sa gamme de vente (ci-après : marchandises).
- 1.2** Les conditions générales de vente s'appliquent à toutes les relations entre le vendeur et l'acheteur (ci-après dénommées : les contractants ou les parties), à moins que le vendeur et l'acheteur n'en conviennent autrement au cas par cas. En cas de doute, un accord particulier entre les parties contractantes sera considéré comme valable seulement quand il est conclu par écrit. Les Conditions générales de vente servent également à régir les relations précontractuelles, notamment en ce qui concerne le placement d'une commande du vendeur.
- 1.3** Les Conditions générales de vente s'appliquent si le vendeur les a mentionnées dans le contrat de vente, l'offre ou dans les autres documents sur la base desquels la transaction a été conclue, donnant ainsi à l'acheteur la possibilité de prendre connaissance de ces conditions, à condition qu'elles sont également publiées sur le site internet du vendeur ou remis à l'acheteur au moment de la conclusion d'une transaction légale ou avant.
- 1.4** Le vendeur se réserve le droit de spécifier dans le cadre de chaque transaction juridique des dispositions spéciales qui prévalent sur les Conditions générales de vente pour cette transaction particulière. Cela est également vrai en cas de divergence entre les conditions d'une transaction légale particulière et les Conditions générales de vente.
- 1.5** Les Conditions générales de vente prévalent sur les conditions d'achat de l'acheteur, sauf convention contraire écrite entre les parties.
- 1.6** Les conditions générales de l'acheteur ne sont pas applicables aux relations entre les parties contractantes et les Conditions générales de vente prévalent sur elles, sauf lorsque leur application et la portée de leur application sont explicitement confirmées par écrit par le vendeur.

2 OFFRE / DEVIS DE VENTE ET COMMANDE

- 2.1** Le vendeur envoie une offre ou un devis de vente à l'acheteur sur sa demande, qui comprend : la quantité, le prix, le délai de livraison indicatif, la validité de l'offre, la parité, le matériel et toute autre indication relative à la demande de l'acheteur.
- 2.2** L'acheteur est tenu de spécifier le type d'utilisation de l'emballage. Le vendeur est obligé de proposer à l'acheteur le matériel le plus approprié.
- 2.3** Si le produit sera utilisé pour emballer l'alimentation, l'acheteur est tenu de fournir au vendeur des informations indiquant s'il s'agit d'un contact alimentaire direct ou d'un contact indirect avec une barrière fonctionnelle.
- 2.4** Si l'acheteur demande ou insiste sur l'utilisation de tout matériel qui serait par ailleurs inapproprié pour le produit en question, malgré ayant été prévenu par le vendeur, la responsabilité du produit incombe au client lui-même.
- 2.5** La validité de l'offre du vendeur est de trente (30) jours, sauf indication contraire dans l'offre.
- 2.6** Si l'offre n'est pas suivie de la commande de l'acheteur dans la période de validité de l'offre, une telle offre est considérée comme non valide ou ne représente aucune obligation pour le vendeur. Même après l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent, le vendeur peut prolonger la validité de l'offre sur la base d'une déclaration écrite.

- 2.7** La commande de l'acheteur doit être conforme aux éléments de l'offre, sous forme écrite et envoyée à l'adresse du vendeur par courrier, fax ou courrier électronique. Si la quantité indiquée dans la commande diffère de la quantité indiquée dans l'offre, le vendeur se réserve le droit d'ajuster le prix et le délai de livraison.
- 2.8** La commande doit contenir les éléments essentiels nécessaires à l'exécution du contrat ou à la production, notamment, mais pas uniquement : le numéro de l'offre, la description détaillée du produit (type de produit, données d'impression, caractéristiques spécifiques, données techniques), la quantité, utilisation prévue des marchandises, les données du client, ainsi que le lieu et l'heure de la livraison souhaitée des marchandises. Si l'une des informations de la commande n'est pas indiquée, il est considéré que les parties prennent en compte des caractéristiques standard des produits du vendeur.
- 2.9** Le vendeur traite la commande si la commande contient tous les ingrédients de l'article précédent, car ce n'est qu'à partir de ceux-ci qu'il peut déterminer le délai de livraison des marchandises.
- 2.10** La commande de l'acheteur est gardée chez le vendeur sous forme écrite ou électronique. Sur demande, l'acheteur peut accéder à l'original ou obtenir une copie ou une copie de la commande est envoyée à l'acheteur par courrier, par courrier électronique ou par fax.
- 2.11** Si l'offre de l'acheteur est liée à l'établissement de la documentation technique, des esquisses, des dessins, des fichiers .pdf ou des descriptions pertinentes, la préparation préalable de l'impression ou la production d'outils, de clichés ou d'échantillons, les frais de préparation ou de fabrication sont à la charge de l'acheteur, sauf convention contraire.
- 2.12** La documentation technique, les esquisses, les dessins, les fichiers .pdf ou les descriptions appropriées, la préparation préalable de l'impression ou la production d'outils, des clichés ou des échantillons livrés au client au stade de l'appel d'offres ou pour l'exécution du contrat sont la propriété intellectuelle exclusive du vendeur. L'acheteur ne peut l'utiliser que dans le but pour lequel il a été conçu et livré. Lesdites propriétés restent la propriété du vendeur pendant toute la durée de la relation commerciale et même après. L'acheteur veille au respect de la propriété du vendeur en ne l'exploitant pas à des fins incompatibles avec la relation commerciale ou ne permettant pas l'accès, la cession à un tiers (y compris l'original, des copies, ou toute autre forme de reproduction) autre que ceux de l'acheteur qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions officielles conformément à l'objet de la relation commerciale entretenue avec le vendeur. En cas d'abus, le vendeur se réserve le droit d'obtenir réparation. Les biens du vendeur ne peuvent être utilisés en violation du présent article que contre paiement et / ou à la conclusion d'un accord écrit correspondant.
- 2.13** Le vendeur n'est responsable de la qualité de la matière première (carton) que s'il a le contrôle total sur l'achat de cette matière.

3 CONCLUSION ET CHANGEMENT DE LA TRANSACTION

- 3.1** Le vendeur fournira la marchandise ou le service conformément à la transaction conclue. Une transaction juridique entre les parties est conclue dès que le vendeur a accusé réception écrite de la commande écrite de l'acheteur et que les parties se sont mises d'accord sur les éléments essentiels de la transaction visés au point 2.
- 3.2** En règle générale, une confirmation écrite de la commande du vendeur est suivie dans les trois (3) jours ouvrables suivant la commande écrite reçue, laquelle doit inclure tous les composants visés au point 2.8 pour être confirmée.
- 3.3** Si la confirmation de l'échantillon par le client est requise, la transaction légale est réputée être finalisée après la dernière confirmation de l'échantillon.
- 3.4** Afin d'assurer le paiement d'une transaction légale, le vendeur peut exiger de l'acheteur une assurance supplémentaire comportant un instrument financier approprié convenu entre les parties. Dans ce cas, la transaction légale entre le vendeur et l'acheteur est réputée

avoir été conclue le jour où l'acheteur remplit l'obligation d'assurance et fournit l'assurance convenue au vendeur.

4 PRIX, FACTURE ET CONDITIONS DE PAIEMENT

- 4.1** Le prix de la marchandise est déterminé dans la confirmation écrite de la commande (conclusion d'une transaction ou d'un contrat juridique) et est valable jusqu'à ce que la commande et la livraison soient terminées, sauf indication contraire ci-dessous. Le prix est fixé en EUR et n'inclut pas la TVA.
- 4.2** Le prix indiqué dans la confirmation écrite de la commande est déterminé sur la base des prix des matières premières, tels qu'ils sont déterminés le jour de la confirmation du contrat ou de la conclusion d'une transaction juridique. Si les prix des matières premières changent, les parties négocient pour déterminer le nouveau prix. S'ils ne s'entendent pas sur un nouveau prix dans un délai raisonnable, le vendeur a le droit de résilier le contrat sans préavis et sans aucune obligation, y compris ne pas avoir à payer de dommages et intérêts.
- 4.3** Si un élément de la commande de l'acheteur (quantité, spécifications techniques, caractéristiques spécifiques des marchandises, utilisation prévue des marchandises, lieu de livraison, autres processus logistiques et / ou commerciaux, etc.) change après que le vendeur a confirmé la commande écrite, le vendeur a le droit de modifier le prix des marchandises.
- 4.4** Le vendeur est tenu d'informer l'acheteur par écrit du changement de prix avant la livraison de la marchandise.
- 4.5** Les frais de suremballage (point 7.1), le transport de marchandises, l'assurance de transport de marchandises, les droits à l'importation, les droits à l'exportation ainsi que d'autres charges et taxes éventuelles relatives à la livraison de marchandises ou à son transport sont à la charge de l'acheteur, à moins que les parties n'en conviennent autrement.
- 4.6** L'acheteur a le droit de résilier le contrat jusqu'à ce que la commande entre en production, supportant tous les frais exposés pour la préparation de l'offre et la confirmation de la commande, la commande de la matière première ou de la marchandise, l'établissement de toute documentation technique, dessins, plans, fichiers .pdf ou descriptions correspondantes, la préparation préalable d'impression ou la fabrication d'outils, des clichés ou des modèles, ainsi que d'autres coûts de manipulation associés au traitement de cette transaction.
- 4.7** Le vendeur établit une facture pour la livraison des marchandises immédiatement après l'émission des marchandises ou au plus tard dans les huit (8) jours après l'émission.
- 4.8** L'acheteur est obligé de payer le prix d'achat par facture / devis de vente individuel, conformément aux conditions de paiement convenues, sur le compte bancaire du vendeur, indiqué sur la facture / le devis de vente. Le délai de paiement est considéré comme un élément essentiel de la transaction.
- 4.9** La date de paiement de la facture correspond à la date d'arrivée du paiement de la totalité du montant de cette facture sur le compte du vendeur.
- 4.10** Les parties contractantes conviennent que le vendeur a le droit de refuser immédiatement et unilatéralement de vendre les marchandises ou d'effectuer le service et d'arrêter toutes les commandes et fournitures si l'acheteur doit ou n'a pas réglé les obligations contractées envers le vendeur, quel que soit leur montant. Dans ce cas, l'acheteur doit supporter tous les coûts et conséquences, y compris les dommages économiques éventuels (sans toutefois s'y limiter). Les parties contractantes conviennent en outre que le vendeur a le droit de refuser unilatéralement la livraison du bien ou le service moyennant paiement différé s'il existe des circonstances qui entravent grandement la confiance du vendeur dans la solvabilité de l'acheteur (par exemple, une détérioration importante de la situation financière de l'acheteur, l'insolvabilité de l'acheteur, le blocage du compte

bancaire de l'acheteur, l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité sur l'acheteur), si, selon l'évaluation du vendeur, la cote de crédit du client est altérée ou si l'acheteur n'assure pas une assurance adéquate à la demande du vendeur.

- 4.11** Si l'une des circonstances décrites au point 4.10 se produit, les parties peuvent convenir d'une interaction supplémentaire avec le mode de paiement avant la livraison (paiement de la facture pro forma) et le vendeur se réserve le droit de déterminer la date d'échéance immédiate de toutes les obligations de l'acheteur.
- 4.12** Le vendeur a le droit de compenser ses obligations vis-à-vis de l'acheteur par ses créances vis-à-vis de l'acheteur, découlant de leurs activités commerciales mutuelles. Le vendeur s'engage à notifier par écrit à l'acheteur la compensation effectuée en soumettant une spécification appropriée des créances qui ont cessé par compensation.
- 4.13** En cas de retard de paiement, l'acheteur est tenu de payer des intérêts moratoires au taux d'intérêt légal en vigueur en République de Slovénie à compter de la date du retard de paiement et tous les frais liés au recouvrement du paiement et aux avis de paiement. Pour chaque rappel envoyé à l'acheteur en raison d'un retard de paiement, le vendeur peut demander le remboursement des coûts du rappel d'un montant de 50,00 EUR.
- 4.14** Si l'acheteur a des dettes en souffrance ou est en retard de paiement, le vendeur a le droit d'utiliser les méthodes de paiement de l'acheteur pour rembourser les dettes les plus anciennes et les plus impayées de l'acheteur, y compris les intérêts et les frais de recouvrement éventuels.
- 4.15** Un acheteur venant d'un État membre de l'UE et demandant une exemption de la TVA devrait fournir toute la documentation juridique nécessaire permettant au vendeur de satisfaire à toutes les exigences légales et financières (fiscales) en matière d'exonération de la TVA. Cela concerne en particulier la preuve de la livraison d'une marchandise dans l'Union européenne, l'identification de la TVA ou toute exonération fiscale spéciale liée à l'acheteur.

5 ECHELONNEMENT DE LIVRAISON

- 5.1** Le vendeur fournira à l'acheteur la quantité et le type de marchandise ou de services convenus dans le délai de livraison et conformément à la parité, comme convenue dans la confirmation de l'ordre ou dans le contrat. L'offre ou le devis de vente contiennent seulement des délais de livraison indicatifs.
- 5.2** Si l'acheteur modifie sa commande ou tarde à remplir ses obligations, qui sont nécessaires afin que le vendeur puisse même commencer la production du ou des produits commandés, il fixera un nouveau délai de livraison. A partir de cela, le vendeur ne peut subir de conséquences néfastes.
- 5.3** Le délai de livraison ne doit pas être considéré comme un élément essentiel du contrat au sens de l'article 104 du Code des obligations (Journal officiel de la République de Slovénie, No. 97/07 – texte officiel consolidé, 64/16 – décision de la Cour constitutionnelle et 20/18).
- 5.4** Si l'acheteur ne prend pas en charge les marchandises dans le délai de livraison convenu ou si l'expédition est retardée ou différée à la demande de l'acheteur ou selon sa faute, les frais de stockage aux prix courants du marché sont à la charge de l'acheteur. Si les marchandises sont stockées pendant plus de six (6) mois à compter de la date de fabrication, le vendeur n'est pas responsable de la qualité des marchandises.
- 5.5** Le transfert de la responsabilité pour les risques de destruction accidentelle ou de dommages aux marchandises, et par conséquent la responsabilité pour les dommages, passe du vendeur à l'acheteur conformément à la parité convenue.

6 LIEU ET MÉTHODE DE LIVRAISON

- 6.1** La livraison des marchandises est effectuée par le vendeur conformément à la parité spécifiée dans la commande ou le contrat écrit confirmé.

- 6.2** Sauf disposition contraire des Conditions générales de vente ou d'un accord entre les parties contractantes, l'édition la plus récente des clauses INCOTERMS émises par la Chambre de commerce internationale de Paris sert à transférer la responsabilité des produits (risque de destruction accidentelle ou de dommages des biens et de responsabilité des dommages).
- 6.3** Si l'acheteur ne prend pas en charge les marchandises dans le délai de livraison, le vendeur le préviendra d'abord par écrit de l'acquisition de ces marchandises. Si, malgré l'avertissement écrit exprès, l'acheteur ne prend pas les marchandises commandées après cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de l'avertissement, la marchandise est réputée reprise et le vendeur a le droit de facturer les marchandises commandées à l'acheteur et de facturer tous les frais supplémentaires liés au stockage, à la transformation ou à la destruction de cette marchandise. En cas de retard dans la prise en charge des marchandises, le risque de dommage accidentel ou de destruction des marchandises est transféré à l'acheteur le jour où l'acheteur est en retard.
- 6.4** Le vendeur peut assurer les marchandises pendant le transport à la demande de l'acheteur, mais le coût de l'assurance est à la charge de l'acheteur.

7 EMBALLAGE ET STOCKAGE DE MARCHANDISES

- 7.1** Le prix de vente des marchandises comprend le prix du carton de transport, de la palettisation et du collage simple dans un emballage standard. En cas d'exigences particulières en matière d'emballage ou de protection supplémentaire pendant le transport, les frais sont à la charge du client.
- 7.2** Si les marchandises sont emballées sur des palettes, celles-ci sont facturées à l'acheteur, à moins que le vendeur et l'acheteur n'en conviennent autrement.
- 7.3** Le stockage de la marchandise est approprié s'il est scellé dans son emballage d'origine pendant un maximum de six (6) mois dans un endroit sec où la marchandise n'est pas exposée au soleil et / ou à l'humidité à une température maximale de 20 °C (°C) ± 5 °C) et à 50 % ± 5 % d'humidité relative de l'environnement.

8 IMPRESSION, DEVIATIONS, CLICHEES ET OUTILS

- 8.1** La confirmation du document .pdf concernant la conception et la validation du document .pdf avec un dessin, confirmée par l'acheteur, sont obligatoires pour le vendeur et les réclamations portant sur ces documents sont sans objet pour le vendeur.
- 8.2** En cas de divergences sur le produit dues à des erreurs dans les documents fournis par l'acheteur au vendeur ou confirmés par celui-ci, l'acheteur est responsable pour les coûts éventuels de la réparation de ces défauts (par exemple, coûts de rectification de document, de réalisation et de fabrication nouvelle).
- 8.3** Les écarts par rapport à la quantité de produits livrés dépendent de la commande individuelle en fonction de la complexité, du matériau utilisé, des dimensions, du but de l'utilisation du produit, etc. Si la dérogation n'est pas indiquée dans la confirmation écrite de la commande, la commande du vendeur est correcte lorsque les quantités livrées diffèrent de ± 5 %.
- 8.4** La première production de clichés et d'outils de coupe est facturée séparément au client. Après paiement, ils deviennent la propriété de l'acheteur et sont stockés chez le vendeur jusqu'à deux (2) ans à compter de la date de production / paiement. Au terme de cette période, le vendeur les détruira sans en informer préalablement l'acheteur. Le vendeur n'est pas responsable de la conservation des clichés et des outils de coupe.
- 8.5** Les outils de coupe sont fabriqués conformément aux directives de la norme de ESU Europäische Stanzform Union e.V.: « (12/2011) *Tolerances for the production of cutting dies for the packaging industry* », sauf convention contraire des parties.

9 GARANTIE EN CAS D'ERREURS ET PLAINTES

- 9.1** L'acheteur est tenu de procéder à un examen quantitatif et qualitatif de la marchandise immédiatement après sa réception. L'acheteur est tenu de soumettre une plainte écrite avec un enregistrement de réclamation immédiatement après la prise en possession et au plus tard dans les huit (8) jours, sinon la marchandise est réputée acceptée et les réclamations ultérieures de quantité et d'erreur visuelle ne sont plus possibles. Le client doit immédiatement réprimer les erreurs cachées lorsqu'il les voit. Le vendeur n'est pas responsable des défauts qui pourraient survenir six (6) mois après la réception de la marchandise ou des services. Les réclamations ne sont prises en compte que si les marchandises sont correctement entreposées (voir point 7.3).
- 9.2** Le vendeur ne prend en compte la réclamation de l'acheteur que si celle-ci est formulée par écrit, dans les délais impartis, et justifiée. La réclamation doit toujours être écrite et envoyée par courrier recommandé à l'adresse professionnelle du vendeur, y compris le relevé de réclamation dans lequel l'erreur du produit est décrite en détail, et avec au moins cinq (5) échantillons du produit défectueux pour chaque erreur (les photos ne sont pas suffisantes). L'acheteur est tenu d'autoriser le vendeur à examiner les marchandises annoncées dans un délai minimum de dix (10) jours ouvrables après réception de la plainte. Le vendeur n'est pas obligé de traiter les réclamations mal documentées ou documentées de manière inappropriée.
- 9.3** Une photo de l'exemple suffit pour réclamer les erreurs éventuelles sur l'emballage extérieur. Le relèvement utilisé pour réclamer les marchandises endommagées pendant le transport doit également être signé par le transporteur et toutes les endommagements doivent être documentés avec des photographies de manière à ce qu'il soit évident que les endommagements sont survenus pendant le transport.
- 9.4** L'acheteur ne peut pas détruire les marchandises réclamées sans le consentement écrit du vendeur.
- 9.5** Le vendeur est tenu de répondre à la plainte et de commencer la procédure de résolution de la plainte dès que possible et au plus tard dans les dix (10) jours ouvrables à compter de la date de réception de la notification de la plainte, qui comprend toutes les preuves nécessaires de l'erreur et des échantillons des produits défectueux, comme déterminé au point 9.2. La plainte doit être résolue dans un délai raisonnable, c'est-à-dire celui qui est objectivement nécessaire pour mener à bien les procédures nécessaires à la détermination de la situation réelle et des solutions proposées.
- 9.6** L'acheteur ne peut pas retourner des marchandises au vendeur sans son consentement écrit préalable. L'acheteur est obligé de conserver les marchandises jusqu'au règlement de la réclamation et d'agir avec prudence, faute de quoi le vendeur a le droit de refuser la réclamation.
- 9.7** Le vendeur se réserve le droit de rejeter la réclamation dans les cas suivants :
- 9.7.1 s'il estime que l'inutilité ou les dommages du produit sont dus à une manipulation ou à une utilisation incorrecte ou involontaire du produit, à des dommages mécaniques ou à un dysfonctionnement en cas de force majeure ;
 - 9.7.2 si le vendeur a averti l'acheteur de la possibilité de non-respect des exigences techniques prescrites par l'acheteur et que celui-ci n'a pas tenu compte des avertissements ;
 - 9.7.3 si le produit a été mal choisi ou utilisé de manière inappropriée en combinaison avec des produits des autres producteurs ;
 - 9.7.4 si le produit n'a pas été correctement stocké (élément 7.3) ou installé.
- 9.8** En cas de réclamation justifiée, le vendeur décide si le défaut du produit sera éliminé ou remplacé par une exécution alternative, ou si le prix d'achat sera réduit et le crédit sera émis.

10 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DU VENDEUR

- 10.1** Le vendeur est responsable du retard dans la livraison, si cela est dû à sa faute. La responsabilité du vendeur en cas de retard de livraison est limitée à 0,5 % pour un jour manqué, mais pas plus de 5 % de la valeur nette de chaque livraison en retard.
- 10.2** Le vendeur n'est responsable d'aucun autre type de dommage, ni directement ni indirectement, qui résulterait de ses erreurs dans l'exécution de ses obligations contractuelles, notamment en raison de données, spécifications, projets ou toute autre information inexacte ou fautive fournie par l'acheteur, d'actes ou réalisations intempestifs de l'acheteur, sauf si le vendeur a agi intentionnellement ou par négligence grave.
- 10.3** Le vendeur n'est pas responsable pour les dommages qui ne surviennent pas directement sur les marchandises. Par conséquent, il ne sera pas tenu responsable des dommages indirects, des pertes de profits et / ou d'autres dommages matériels et immatériels causés à l'acheteur. La limitation de responsabilité indiquée ne s'applique pas si le dommage est causé intentionnellement ou par négligence grave. L'exclusion de responsabilité s'applique également aux employés, travailleurs et agents du vendeur.
- 10.4** La valeur de la créance de l'acheteur concernant les produits réclamés et / ou les dommages résultant d'erreurs et / ou de retard dans l'exécution de ses obligations contractuelles ne peut être supérieure à la valeur des produits livrés.

11 FORCE MAJEURE

- 11.1** Le vendeur ne peut être tenu responsable de l'impossibilité d'exécution de l'ordre due à un cas de force majeure et ne peut être tenu responsable des dommages causés.
- 11.2** La force majeure est considérée comme une circonstance résultant d'une cause externe qui est indépendante de la volonté du vendeur et qui ne pouvait être attendue, empêchée, dissuadée ou évitée (événements externes imprévisibles et incontrôlables).
- 11.3** Le vendeur doit informer l'acheteur de l'impossibilité de respecter la transaction pour cause de force majeure dans les meilleurs délais.
- 11.4** Pendant la période de force majeure, les obligations contractuelles des parties sont suspendues, à l'exception de l'obligation de payer pour les produits déjà livrés ou les services déjà fournis.
- 11.5** Si la force majeure dure plus de quatre (4) mois, les parties s'accordent sur le sort ultérieur de la transaction. Si elles ne peuvent s'entendre, chacune des parties a le droit de mettre fin unilatéralement à la transaction en donnant un avis écrit à l'autre partie.

12 DÉNONCIATION DU CONTRAT

- 12.1** Le vendeur a le droit de se retirer de la transaction sans préavis dans les cas suivants :
 - 12.1.1** si l'acheteur ne remplit pas les obligations découlant de la transaction légale ou les contrevient, et n'élimine pas l'infraction même dans le délai supplémentaire suivant l'avis préalable du vendeur ;
 - 12.1.2** si l'acheteur n'effectue pas les paiements, même après l'avis du vendeur, dans les délais et de la manière indiqués dans les documents de la transaction ou de l'offre acceptée ;
 - 12.1.3** si l'acheteur ne fournit pas, à la demande du vendeur, une assurance adéquate contre le paiement ou une assurance-paiement supplémentaire, ni un mode de paiement alternatif ;
 - 12.1.4** si une procédure de faillite, de liquidation ou de règlement judiciaire est mise en place à l'égard de l'acheteur ;
 - 12.1.5** si l'acheteur devient insolvable, selon l'évaluation du vendeur, même si l'insolvabilité n'a pas été établie par une décision de justice ou s'il existe d'autres raisons pour lesquelles le vendeur peut raisonnablement conclure que l'acheteur ne sera pas en mesure de remplir ses obligations ;
 - 12.1.6** si l'acheteur cesse ses activités commerciales ;

- 12.1.7 si un ordre d'exécution judiciaire a été émis contre l'acheteur pour le paiement de la dette et que ses comptes sont donc bloqués pendant plus d'un (1) mois ;
 - 12.1.8 si, selon le jugement du vendeur, une telle évolution négative se produit dans la situation économique ou juridique de l'acheteur ou concernant son personnel, ou dans d'autres circonstances de ce type susceptibles de mettre le vendeur dans une position nettement défavorisée ou de miner sérieusement la confiance du vendeur en l'acheteur et / ou en sa capacité à remplir des obligations, ou qui pourrait, de quelque manière que ce soit, compromettre, empêcher ou compliquer l'exécution des obligations de l'acheteur ;
 - 12.1.9 s'il y a un changement de direction chez l'acheteur ;
 - 12.1.10 si les circonstances de la transaction ont tellement changé qu'il n'est plus possible d'atteindre le but initial pour lequel la transaction légale a été conclue ;
 - 12.1.11 dans les autres cas spécifiés dans les Conditions générales de vente ou dans un accord mutuel ou dans l'offre du vendeur.
- 12.2** Si le vendeur se désiste de la transaction légale, l'acheteur est tenu de payer les obligations dues et non acquittées, ainsi que toute la marchandise et services fournis jusque-là, et dans les cas visés au point 12.1, le rembourser pour tous les frais et dommages résultant de l'annulation du vendeur.
- 12.3** L'acheteur a le droit de se retirer de la transaction dans les cas suivants :
- 12.3.1 si le vendeur est incapable de terminer la transaction ;
 - 12.3.2 si l'exécution de l'objet d'une transaction juridique est différée en raison de force majeure et si les parties ne peuvent pas se mettre d'accord sur le sort ultérieur de la transaction conformément au point 11.5 ;
 - 12.3.3 si l'acheteur a l'intention d'arrêter la vente des produits du vendeur, les produits non-standard que le vendeur en tant que producteur fait pour l'acheteur pendant une longue période, à condition qu'il rembourse au vendeur tous les engagements en souffrance et les engagements qui ne sont pas encore dus et d'acheter toutes les pièces produites conformément à tous les types de commandes de l'acheteur (y compris les commandes approximatives ou préalables).
- 12.4** La déclaration d'annulation ou de dénonciation doit être faite par courrier postal recommandé et prend effet à compter de la date de livraison à la contrepartie ; en cas d'impossibilité de la remise, elle prend effet le jour de la première tentative de la remise du courrier recommandé.
- 12.5** Lors de la résiliation de la transaction, pour quelque raison que ce soit, tous les droits et obligations des parties contractantes, acquis ou commencés au cours de sa période de validité, resteront en vigueur, sauf indication contraire de la transaction ou des conditions générales de l'entreprise. La disposition de ce point est sans préjudice de tout autre droit qu'une partie contractante aurait en vertu des règles applicables.

13 PROTECTION DES SECRETS COMMERCIAUX ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

- 13.1** Le vendeur et l'acheteur sont tenus de protéger les secrets commerciaux dont ils ont connaissance pour s'acquitter de leurs obligations découlant d'une relation commerciale en conformité avec les Conditions générales de vente ; ces secrets commerciaux ne doivent pas être divulgués à des tiers non autorisés.
- 13.2** Les secrets commerciaux incluent tous les documents et informations liés aux activités juridiques et à toutes les relations commerciales qui en découlent. Les secrets commerciaux incluent, par exemple, des offres, des listes de prix, des esquisses, des schémas, des échantillons de produits, des prototypes, des calculs, des formules, des rapports, des instructions, des procès-verbaux, des communications entre les parties, des contrats et d'autres informations spécifiées par les lois générales des deux parties, ainsi que toutes les données qui représentent un avantage concurrentiel pour le vendeur, ou des données dont

la divulgation à des personnes non autorisées causerait évidemment un préjudice important au vendeur.

- 13.3** L'acheteur s'engage explicitement à ce que tous les employés ayant accès au contenu de la relation juridique / relation commerciale avec le vendeur et participant à sa mise en œuvre dans le cadre de leur position soient informés de la confidentialité de tous les documents et données.
- 13.4** L'obligation de protéger les secrets d'affaires ne prend pas fin même après la fin de la relation commerciale entre le vendeur et l'acheteur.
- 13.5** Le vendeur déclare que son domaine de protection des données à caractère personnel est réglementé conformément à la législation applicable. Le vendeur s'engage à protéger toutes les données personnelles qui seront utilisées exclusivement pour l'exécution du contrat ou de la transaction légale. Plus d'informations sur le traitement des données personnelles par le vendeur sont contenues dans la politique de confidentialité publiée sur son site web.
- 13.6** L'acheteur est responsable de la réglementation du domaine de la protection des données à caractère personnel conformément à la législation européenne.
- 13.7** En cas de violation de l'obligation de protéger le secret professionnel et la protection des données à caractère personnel, l'acheteur s'engage à lui rembourser tous les dommages causés.

14 PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 14.1** Les marques du vendeur, ses brevets et ses modèles, ainsi que des informations, des données, du savoir-faire, des dessins, des échantillons, des prototypes, des signes, des concepts, des idées, des stratégies, etc., préparés ou produits pour les besoins de l'acheteur au moment de l'offre, pendant la transaction légale ou en relation avec, sont les actifs du vendeur et appartiennent exclusivement au vendeur. Le transfert des droits de propriété intellectuelle du vendeur à l'acheteur n'est possible que si un accord de transfert écrit spécial a été conclu ; il doit être clair et sans ambiguïté et prévoir un transfert contre paiement.
- 14.2** L'acheteur n'a droit à aucun enregistrement ni à aucune autre protection des droits de propriété intellectuelle du vendeur, mais si cet enregistrement a lieu, il doit immédiatement transférer gratuitement tous les droits de propriété au vendeur. Si l'acheteur enregistre ou protège d'une autre manière les droits de propriété intellectuelle et ne transfère pas les droits du titulaire au vendeur, le vendeur est réputé, sur la base des Conditions générales de vente, d'avoir des droits exclusifs, matériels, temporels et territoriaux. ainsi qu'une licence libre et illimitée pour utiliser ces droits.
- 14.3** Afin de vérifier les droits d'auteur sur les documents utilisés, y compris la reproduction de la commande, le traitement, la modification ou toute autre utilisation de tous les supports d'impression, la responsabilité de celui-ci incombe à l'acheteur lui-même. L'acheteur est tenu de protéger le vendeur de toute réclamation éventuelle de tiers résultant de violations du droit d'auteur et des droits voisins ou de la protection des droits de la personnalité et doit informer le vendeur de ces réclamations sans délai, sinon il est obligé de réparer les dommages qui en résulteraient. Le contenu (l'image et le texte) du produit d'impression commandé n'engage que la responsabilité de l'acheteur.

15 CESSIION DE CRÉANCE

- 15.1** Sans le consentement écrit du vendeur, l'acheteur ne peut céder aucune créance au vendeur à des tiers.

16 VALIDITÉ DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

- 16.1** Les Conditions générales de vente sont valables pour une durée indéterminée ou jusqu'à l'entrée en vigueur de conditions générales nouvelles ou modifiées.
- 16.2** Le vendeur se réserve le droit de modifier les termes des Conditions générales de vente.
- 16.3** Si une disposition quelconque des Conditions générales de vente devenait partiellement ou totalement invalide ou inapplicable ou s'avérait ainsi, cela n'affecterait pas la validité ou l'applicabilité des dispositions restantes des Conditions générales de vente.
- 16.4** Le vendeur notifiera à l'acheteur son intention de modifier ou d'appliquer les nouvelles conditions générales de vente sur son site Web à l'adresse <http://www.egp.si/> au moins quatorze (14) jours avant l'entrée en vigueur envisagée des conditions générales modifiées ou nouvelles.
- 16.5** Dès l'entrée en vigueur annoncée ou publiée de conditions générales nouvelles ou modifiées, l'acheteur peut mettre fin à une transaction légale valable en soumettant une déclaration d'annulation écrite avant l'entrée en vigueur envisagée des conditions générales de vente nouvelles ou modifiées avec un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours.

17 DISPOSITIONS FINALES

- 17.1** Le vendeur et l'acheteur sont liés que par les obligations énumérées dans les conditions générales de vente ou convenues par écrit entre les deux parties contractantes, ainsi que par les dispositions du Code d'obligation, les autres lois et réglementations à une portée impérative.
- 17.2** L'acheteur est tenu d'informer sans délai le vendeur par écrit du changement de données concernant le siège social, l'adresse commerciale ou toute autre information pertinente pour la relation commerciale avec le vendeur.
- 17.3** La loi de la République de Slovénie s'applique à l'interprétation et à l'évaluation de toutes les dispositions des Conditions générales de vente, ainsi qu'à la réglementation des relations résultant de toutes transactions qui en découlent, étant entendu que l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur la vente internationale de marchandises (CVIM) est expressément exclue.
- 17.4** En cas de litige sur les relations entre le vendeur et l'acheteur, le tribunal local de Ljubljana est compétent pour statuer.
- 17.5** Les Conditions générales de vente peuvent être rédigées en plusieurs langues. Le seul texte authentique des Conditions générales de vente est la version rédigée en slovène. En cas de litige, d'ambiguïté, d'incohérence ou d'interprétation, la langue slovène sera utilisée. Les traductions ont une valeur exclusivement informative.
- 17.6** Les Conditions générales de vente sont publiées sur le site internet du vendeur <http://www.egp.si/> et sont valables à partir du 1er octobre 2018.

Škofja Loka, le 26 septembre 2018

EGP d.d.

mag. Radenko Mijatović, directeur